

**M. Gray:** Mais peut-être le gouvernement sera-t-il obligé de prendre une décision avant qu'on puisse procéder à un examen comme celui auquel songent le député et ses collègues.

\* \* \*

### L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

L'AIDE FINANCIÈRE À LA SOCIÉTÉ MICHELIN—LES  
POURPARLERS AVEC LE PREMIER MINISTRE DE LA  
NOUVELLE-ÉCOSSE

**M. J. P. Nowlan (Annapolis Valley-Hants):** Madame le Président, comme le député de Hamilton-Mountain confond malheureusement les problèmes de l'industrie de l'automobile avec d'autres problèmes de développement dans d'autres régions du Canada, je vais poser une question au ministre de l'Expansion économique régionale.

Je veux parler des dépenses que se partagent le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux, mais je sais que le ministre des Finances est tout à fait au courant du problème. Peut-il donner à la Chambre l'assurance que la demande de la société Michelin au MEER, qui s'inscrit dans le cadre d'une politique nationale des deux gouvernements, sera jugée au fond et ne sera pas assimilée aux problèmes d'autres industries en activité ailleurs au Canada? S'est-il récemment entretenu avec le premier ministre de la Nouvelle-Écosse, et quand pouvons-nous espérer une déclaration?

**L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Madame le Président, j'ai eu un entretien téléphonique avec le premier ministre Buchanan en fin de semaine dernière et, antérieurement, à sa demande et en personne au cours de la fin de semaine précédente, au sujet d'un certain nombre de questions de développement touchant la Nouvelle-Écosse. Entre autres choses, nous avons parlé de la société Michelin.

● (1200)

Je tiens à assurer au député que le gouvernement se propose d'étudier cette demande de la façon habituelle, et de tenir compte des retombées importantes que cela amènerait à la province de la Nouvelle-Écosse en termes d'emplois et de revenus. Nous avons bon espoir de terminer rapidement cette étude et de prendre une décision sur la question.

\* \* \*

### LES AFFAIRES CULTURELLES

L'AIDE FINANCIÈRE—LA LISTE DES PROMESSES DU  
GOUVERNEMENT

**Le très hon. Joe Clark (chef de l'opposition):** Madame le Président, j'ai une question supplémentaire à poser au secrétaire d'État. Le secrétaire d'État déposerait-il à la Chambre des communes une liste de toutes les promesses faites par le gouvernement du Canada dans le domaine de l'avancement des arts et de la culture au Canada et qu'il envisage de ne pas tenir?

**L'hon. Francis Fox (secrétaire d'État et ministre des Communications):** Madame le Président, je serais ravi de déposer à la Chambre une liste de toutes les promesses faites par mon prédécesseur au cours de la campagne électorale. Je serais vraiment ravi de le faire. Je serais également curieux de savoir

*Privilège—M. W. Baker*

s'il s'agissait d'engagements pris par le gouvernement précédent, si ces promesses avaient été approuvées par le Conseil du Trésor et le cabinet ou s'il ne s'agissait que de promesses électorales. Je crois que c'est bien le cas.

[Français]

**M. Clark:** Je crois que le secrétaire d'État n'a pas compris la question que je lui ai posée.

[Traduction]

J'ai demandé s'il déposerait une liste des engagements pris par le gouvernement du Canada et que son gouvernement songe maintenant à violer.

**M. Fox:** Madame le Président, j'étudie actuellement toutes les demandes qui nous ont été présentées par la collectivité culturelle d'un bout à l'autre du Canada.

**Une voix:** Répondez à la question.

**M. Andre:** Elle était assez simple.

[Français]

**M. Fox:** Alors, madame le Président, je réponds à la question posée par l'honorable député. Dans le moment je suis en train d'effectuer une révision complète de toutes les demandes qui me sont faites dans ce domaine et qui proviennent de toutes les parties du pays. Je voudrais évidemment indiquer à l'ancien premier ministre, ou chef actuel de l'opposition, que nous serions dans une bien meilleure position pour répondre à ces demandes-là si son gouvernement n'avait pas réduit, je crois, de sept ou huit millions de dollars, les fonds disponibles, qui avaient été prévus par son prédécesseur immédiat, le premier ministre du Canada actuel, pour aider les gens qui œuvrent dans le domaine artistique. Somme toute, les sommes disponibles en ce moment pour aider les gens des secteurs culturel et artistique ont été diminuées à cause des mesures prises par son gouvernement.

\* \* \*

[Traduction]

### QUESTION DE PRIVILÈGE

M. BAKER (NEPEAN-CARLETON)—LE DISCOURS DU MINISTRE  
DES FINANCES AU SUJET DE L'ÉCONOMIE

**L'hon. Walter Baker (Nepean-Carleton):** Madame le Président, je vous ai avisée hier soir et aujourd'hui encore que mes collègues et moi-même soulèverions la question de privilège à propos d'une atteinte flagrante aux droits des députés.

J'estime que ce que nous avons entendu hier soir n'était pas, comme le ministre des Finances (M. MacEachen) a tenté de le prétendre, un simple résumé de la situation économique au Canada ou encore une liste de mesures qui ne constituaient pas en réalité un budget. Son exposé comportait tous les éléments essentiels que la Chambre devrait pouvoir débattre, modifier, approuver ou rejeter, conformément aux formalités établies dans le cas d'une question budgétaire dont est saisie la Chambre. Voilà pourquoi, j'ai dit hier soir qu'on avait tenté d'introduire subrepticement une question budgétaire dans le débat sur l'Adresse en réponse au discours du trône sans accorder aux députés et effectivement à la population la protection et les privilèges habituels consentis à l'égard d'un exposé budgétaire.